

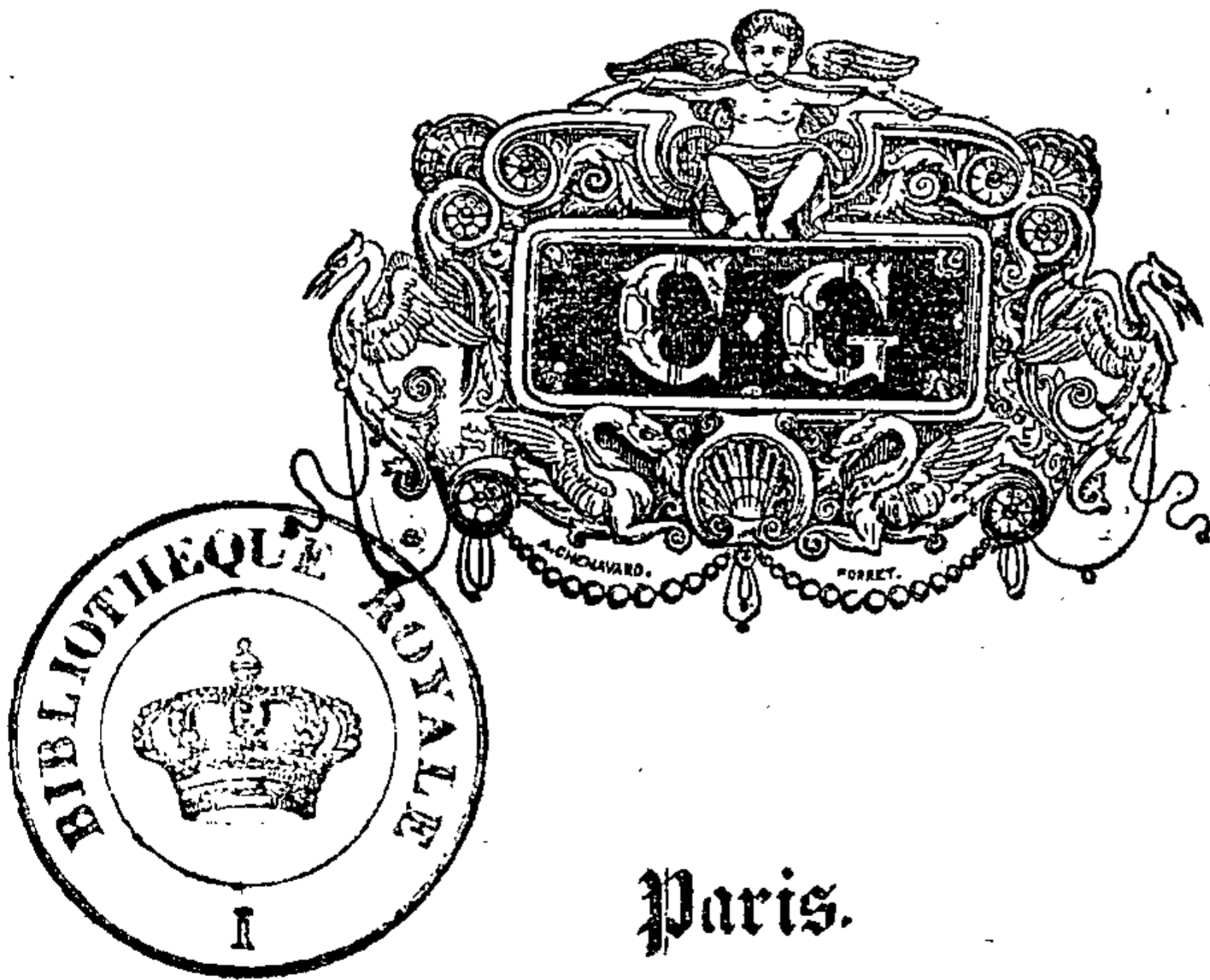
LES
FORTIFICATIONS
DE PARIS,

LETTRE A M. LE COMTE MOLÉ,

PAR

M. MICHEL CHEVALIER.

DEUXIÈME-ÉDITION.



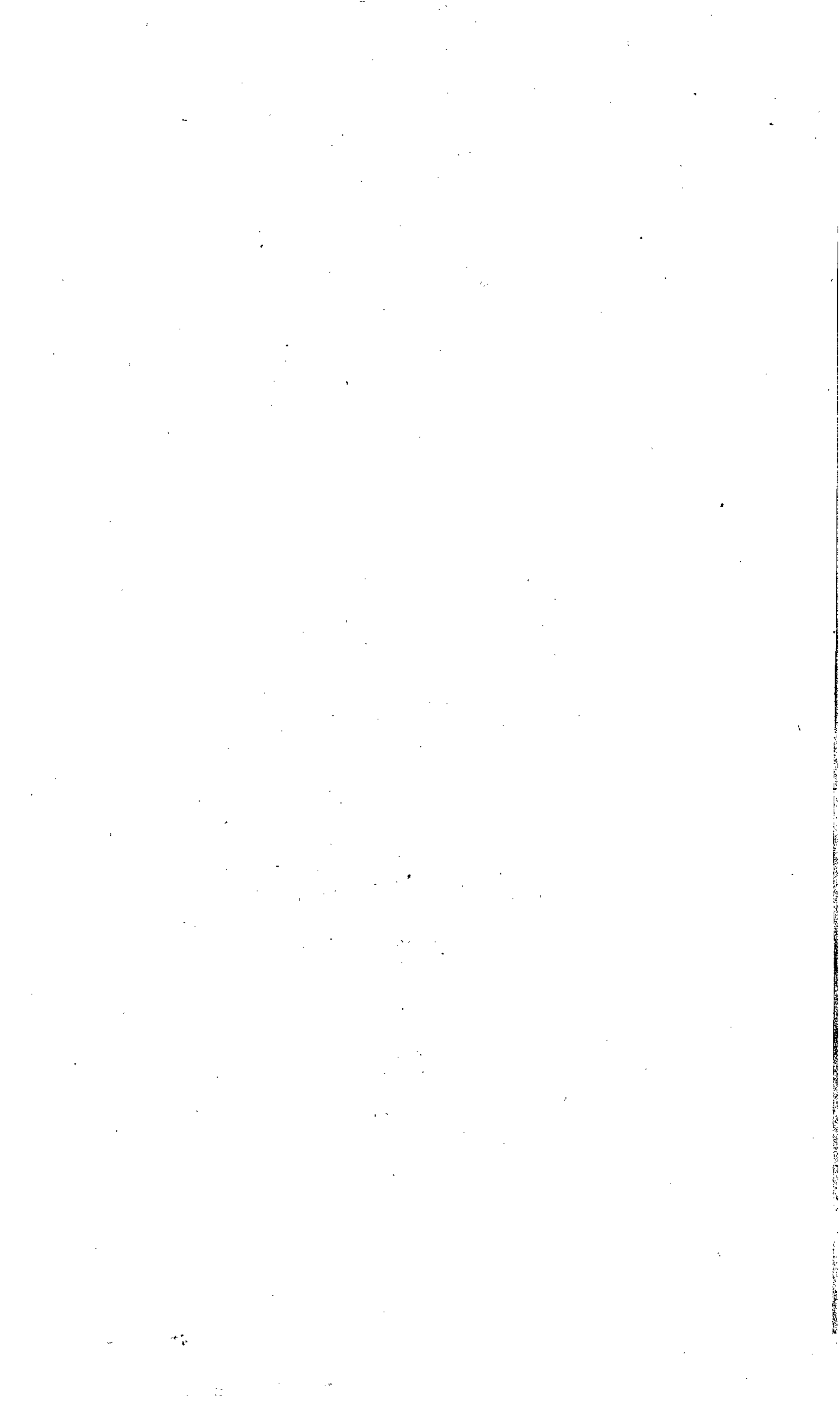
Paris.

LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN,

9, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

M DCCC XLII.

257
26. 3381.



MONSIEUR LE COMTE ,

Permettez-moi de confier à l'amitié dont vous m'honorez, et de soumettre à votre haut jugement, à votre clairvoyant patriotisme, à votre dévouement éprouvé pour la personne du Roi et pour sa dynastie, les vives alarmes que m'inspire le projet des fortifications de Paris. Je ne puis comprimer les plus tristes pensées; il m'est impossible de refouler en moi la conviction profonde, que, convertir aujourd'hui en une place forte la capitale du royaume, la métropole de la civilisation, c'est abaisser le drapeau de la paix devant celui de la guerre, combler les vœux des auteurs d'anarchie, faire un appel à la sédition et aux discordes civiles.

Contre la paix un complot a été ourdi; par une fatalité inconcevable, le désordre s'est introduit dans les rangs de ses amis; plusieurs ont été entraînés parce qu'on a évoqué devant eux un sabbat de fantômes menteurs : un honneur natio-

nal atteint d'une blessure postiche; des limites du Rhin à reconquérir, apparemment au nom de la souveraineté populaire, sur des peuples qui veulent rester Allemands; des nations *opprimées* à affranchir de souverains dont, au contraire, les sujets bénissent l'autorité paternellement libérale; la gloire d'implanter partout, à la pointe de la baïonnette, notre régime politique qui maintenant n'excite l'envie de personne; que sais-je encore? l'humeur turbulente de la population parisienne à contenir, comme si la révolution n'avait pas commencé à l'occasion d'une bastille. Quelques uns des meilleurs citoyens, par un déplorable laisser-aller contre lequel protestaient leurs sympathies intimes, ont consenti à grossir le rang des conjurés. A la faveur de cette coalition, les idées militaires, que nous croyions avoir à jamais vaincues en 1831, ont repris le dessus, et le projet de fortifier Paris, pierre angulaire du système guerrier, est au moment d'être sanctionné par une loi.

L'esprit guerrier a pour acolyte inséparable le génie révolutionnaire. Que ceux qui en doutent regardent plutôt de quels quartiers partent les clameurs belliqueuses. La guerre serait la révolution ambulante; elle aurait pour levier la propagande. Qu'annonçaient, en effet, aux têtes couronnées les familiers du 1^{er} mars, lorsqu'ils sonnaient la charge? Or, si nous nous appelions

révolution au-dehors, quel nom devrions-nous porter au-dedans? Si nous arborions le drapeau de l'insurrection sur la terre étrangère, pourrions-nous le tenir dans notre poche sur le sol français? Si nous entonnions la *Marseillaise* et ses cris de mort de l'autre côté du Rhin, que chanterions-nous sur notre rive? C'est donc vers la révolution qu'on nous entraîne en même temps que vers la guerre, et jusqu'à présent ce peuple si intelligent et si fier s'est laissé passivement conduire, comme du bétail à la boucherie.

Contre les malheurs sans fin qui nous menacent, la chambre des pairs est notre dernier refuge. Qu'elle repousse le désastreux projet accrédité par les apôtres du bouleversement, soutenu par l'esprit de vertige et d'erreur, toléré, hélas! par la faiblesse de quelques uns de nos amis, et aussitôt la paix se retrouvera au-dessus de toute atteinte. Qu'elle sauve la paix, et elle aura sauvé l'ordre! qu'elle sauve la paix, et la dynastie sera sauvée!

On prétend, il est vrai, et vous rencontrerez des hommes graves prêts à le soutenir, que nous restons fidèles à la paix, comme si ce n'était pas profaner le beau nom de la paix que de l'appliquer au système bâtard imaginé par la commission de la Chambre des députés dans la seconde édition de l'adresse, et imposé par la Chambre au ministère, sous le titre de paix armée. Quoi! on écrase la France d'impôts pour fondre des

canons et forger des baïonnettes ; on endette l'État pour équiper des régiments ; on ravit, pour les dresser à la guerre, des bras par centaines de milliers à l'agriculture et aux autres industries ; et c'est ce qu'on appelle de la paix ! On délaisse les travaux créateurs sans même s'enquérir si des chemins de fer qui auraient prodigieusement ajouté à la prospérité du royaume, n'auraient pas stratégiquement plus de valeur que des citadelles qu'on tourne si l'on veut, ou bien qu'on tient bloquées lorsqu'on leur fait l'honneur de s'occuper d'elles. Sans examiner si ces voies merveilleuses, chères à la paix, n'offriraient pas à Paris la plus sûre défense, en cas d'une collision de moins en moins probable, on transforme le foyer de la civilisation, le centre des lumières, des arts et des jouissances pacifiques, en une Babel militaire. On donne un libre cours à cette manie fortifiante dans les provinces comme à Paris, par mer comme sur terre ; ainsi nos grands ports de commerce, pépinière de la marine de l'État, resteront dénués de tous les perfectionnements que possèdent ceux de l'Angleterre, tels que des bassins spacieux et des docks ; mais nous engloutirons des montagnes de granit dans la rade de Cherbourg, et nous construirons sur la plage un arsenal gigantesque. Tout cela c'est de la paix, nous a-t-on dit ; et par une condescendance qui pèserait sur leur âme d'un poids

éternel, si la Chambre des pairs ne venait les en décharger, plusieurs amis de la paix se le sont laissé persuader. Ils ont voté la paix armée, puis d'urgence les fortifications de Paris en attendant le reste. Cela, de la paix ! et que feriez-vous donc de plus si vous étiez en guerre ?

On a affirmé au pays que les fortifications de Paris n'étaient ni de la peur ni de la menace ; et, en effet, ce n'est pas de la menace seule ou seulement de la peur, c'est l'une et l'autre ensemble. De la menace de la part de ceux-ci, de la peur de la part de ceux-là ; de la part de tous, la guerre. Quand on se lance à corps perdu dans les armements et dans les fortifications, quand pour lever des armées et construire des forteresses, on contracte tout d'un coup des emprunts et qu'on ajourne indéfiniment toute autre entreprise, on prépare la grande guerre et l'on ne tarde pas à recueillir selon que l'on a semé.

Car, de même qu'à une époque où les sociétés étaient organisées militairement, en vue de la conquête qui était l'idée fixe des princes, il était exact de dire que, pour avoir la paix, il fallait préparer la guerre, de même de nos jours où les nations se constituent pour le travail industriel et où les gouvernements se sont consciencieusement donné la mission de favoriser cette tendance, celui qui prépare la guerre, forçant ses voisins de consacrer leurs ressources à armer

aussi, et les plaçant dans l'alternative de renoncer au but pacifique qu'ils poursuivaient ou de combattre pour en finir, rend la guerre inévitable, pour peu qu'il persiste dans ses préparatifs guerriers.

Cette paix armée et fortifiée, c'est la guerre. La paix n'est point un état de choses où le canon reste braqué, la mèche allumée, prêt à gronder en face des machines de guerre que l'Europe est contrainte de mettre en avant afin d'être en mesure de riposter aux vôtres. La paix, la riante paix, la paix féconde et radieuse, celle après laquelle soupirent les peuples affranchis, c'est un régime où les ressources du pays reçoivent une pacifique destination, où les pensées et les actes des gouvernants et des gouvernés ont pour point de mire les biens de la paix, l'indestructible puissance et la considération qui résultent d'une forte organisation pacifique. C'est pour cela que la paix, telle que l'a eue l'Europe de 1830 et de 1815 au 1^{er} mars 1840, n'était encore que l'ombre de celle que le pays et le monde attendaient de la dynastie d'Orléans; et voilà qu'au nom de cette dynastie, on impose à la France des armements extraordinaires et des fortifications telles que le monde n'avait pas vu les pareilles depuis l'origine des siècles! Veut-on la consolider, cette dynastie, ou veut-on la perdre?

Là où l'intérêt de la paix est sacrifié à l'intérêt

militaire, on est dans le système guerrier, au terme duquel est la guerre. Lorsque l'on fait fonctionner au profit du système guerrier le plus fort des mécanismes du gouvernement, le budget, les esprits sont entraînés dans la même direction et on aboutit fatalement à la guerre.

Pour prononcer avec impartialité sur la question de savoir si, en adoptant le projet de fortifier Paris, on maintient la France dans le système pacifique ou si on la précipite dans le système guerrier, on n'a qu'à se transporter par la pensée à cent ans en avant et qu'à jeter de là un coup d'œil rétrospectif sur le règne du roi Louis-Philippe, dans l'hypothèse où la Chambre des pairs aurait voté la loi sur les fortifications. A cette distance, quel sera le grand fait du règne, celui qui lui donnera sa physionomie? Les fortifications, incontestablement. Certes on y distinguera beaucoup d'actes de bon vouloir pour les arts utiles, les sciences et les beaux-arts, des gages d'une sympathie sincère pour le principe d'égalité, des essais heureux pour améliorer la condition des classes souffrantes, un zèle actif pour répandre une instruction médiocrement conforme pourtant aux besoins de la civilisation moderne; des efforts bien inspirés pendant les dix premières années et spécialement sous votre administration, monsieur le comte, pour l'œuvre difficile et

capitale de la double conciliation intérieure et extérieure ; mais l'entreprise militaire des fortifications dominera tout le reste par sa masse. Si l'histoire, passant à pieds joints sur l'article de la Charte qui attribue aux ministres les actes du gouvernement, décerne au Roi une épithète caractéristique, c'est des fortifications qu'elle l'empruntera. La seule cependant que doive aujourd'hui ambitionner un fondateur de dynastie est celle de pacificateur de l'Europe ou de conciliateur de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, ou d'organisateur de l'industrie.

Jusqu'à ce jour la paix avait été la devise du gouvernement nouveau. C'était le mobile de ses actes ; c'était sa foi. La paix devait fonder la dynastie nouvelle ; car, sans la paix, comment clore l'abîme des révolutions, c'est-à-dire, comment, au sein de la France, concilier, en les satisfaisant l'un et l'autre, sous les auspices du travail créateur, les deux intérêts rivaux qui s'observent ? Comment au-dehors réconcilier la France avec l'Europe ?

Telle était la conviction du prince, et, par là, il s'était fait en Europe un immense renom de sagesse et d'habileté. Pour cette sainte et populaire cause, Casimir Périer était mort martyr, et d'illustres hommes d'État, en tête desquels

vous place la reconnaissance publique, monsieur le comte, avaient patiemment supporté les plus grossiers outrages, les plus odieuses calomnies.

La paix est la politique des peuples libres; les Etats guerriers prétendus libres de l'antiquité n'étaient que des oligarchies oppressives. La paix, c'est la liberté; non la sanglante furie aux pieds de laquelle roulaient les têtes en 1793, mais la bienfaisante déesse qui faisait battre le cœur de nos pères en 1789 et qu'ils espérèrent en vain; celle qui donne l'essor aux plus nobles facultés de l'homme et qui les rend fécondes pour le bien de la patrie et de l'humanité. On pourrait, d'un mot, définir l'ancien régime et le nouveau, en disant que le premier était la guerre, que le second sera la paix.

Pour la dynastie nouvelle, la paix n'est pas seulement un calcul habile, c'est sa profonde raison d'être. Nous sommes dans un de ces instants solennels où il convient de faire son examen de conscience, et où chacun doit à son pays et à lui-même d'exprimer franchement son opinion. J'oserai donc déclarer, monsieur le comte, que si aujourd'hui, donnant un sanglant démenti à la politique des dix années précédentes, nous nous jetions à plaisir dans le système guerrier, je ne m'expliquerais plus l'avènement de la dynastie.

Chez une nation telle que la France, un changement de dynastie n'est point un événement sans portée, une interversion fortuite à l'ordre de successibilité au trône; elle est le signal d'une politique neuve, l'ouverture d'une nouvelle épopée. C'est qu'il s'agit de remplir un nouveau programme pour lequel la dynastie antérieure était frappée d'impuissance ou qu'elle repoussait follement.

L'époque actuelle est une époque de rénovation; ce n'est pas à vous qu'il est nécessaire de le démontrer, monsieur le comte, à vous qui, lorsque vous avez été à la tête des affaires, avez chaleureusement accueilli le progrès toutes les fois qu'il s'est présenté avec la sanction des éternels principes d'ordre. Les besoins nouveaux à satisfaire, les tendances nouvelles à suivre ou plutôt à diriger, qui justifient et légitiment l'inauguration de la dynastie d'Orléans, correspondent, vous le savez infiniment mieux que moi, les uns à la politique intérieure, les autres à la politique extérieure. Ils sont écrits nettement dans l'histoire des derniers siècles et plus encore dans celle des cinquante dernières années. Or, le système inconsidérément imposé à la France, depuis le 1^{er} mars, et dont les fortifications de Paris forment le couronnement, est au rebours de ces impérieux besoins, à l'encontre de ces irrésistibles tendances.

Au-dedans, la dynastie était appelée à édifier, conformément à l'esprit nouveau des temps, une société calme et heureuse, avec les éléments épars et divisés comme des grains de sable que lui ont légués des bouleversements sans exemple. Elle devait donner aux populations, à pleines mains, du bien-être, des lumières, de la moralité, en revendiquant l'aide de l'industrie, de la science et des arts, et en invoquant les idées suprêmes hors desquelles on chercherait en vain du bonheur pour les individus, de la stabilité pour les trônes et pour les empires. Elle avait à réaliser en permanence, dans la marche régulière de la politique et du travail, cette union admirable des ouvriers et des bourgeois, qui avait fait du mémorable drame des trois journées une révolution inouïe. Au fronton de l'édifice, elle avait à graver le principe de l'égalité, inaliénable conquête d'un demi-siècle d'efforts et d'aventures, toison d'or rapportée du plus laborieux des pèlerinages; de l'égalité organique, afin d'en finir avec l'égalité anarchique. En un mot, la tâche de la dynastie au-dedans, tâche difficile et longue, digne d'occuper des générations de rois et d'hommes d'État, c'était l'organisation du travail, s'il est permis d'employer une expression que les partis ont dénaturée. Cette politique libérale et organisatrice est antipathique au système guerrier; elle suppose né-

cessairement la paix : elle n'est possible qu'avec elle et que par elle.

Au-dehors les visibles instincts des peuples et les événements qui de plus en plus se pressent et grandissent, indiquent, avec non moins de clarté, la pensée que la dynastie de Juillet devait incarner en elle.

L'heure de la pacification complète de l'Europe avait sonné. Dans les luttes de 1792 à 1815, les peuples ont sué avec des flots de sang le venin des haines nationales. Partout en Europe aujourd'hui, il y a une telle similitude de sentiments et de mœurs, de pensées et d'études, d'habitudes et de travaux, une telle solidarité d'intérêts, une telle communauté de penchants, on s'est tellement mêlé par les relations d'affaires, de science et de plaisir, que l'Europe ne forme plus qu'une seule famille. Une guerre européenne serait désormais une guerre civile, un crime contre les hommes et contre Dieu. Tout est mûr pour que l'unité européenne reçoive une consécration éclatante.

Et ce n'est point à vous qu'il est besoin de faire remarquer que l'idée de l'unité européenne n'est point empruntée au domaine de l'inconnu et de l'utopie. Elle fait partie intégrante du droit public européen. Le traité de Vienne en contient le germe; la Sainte-Alliance elle-même en fut la première figure; depuis 1815, elle

s'est révélée par les Congrès, par les Conférences de Londres. La diplomatie agit comme si l'Europe était déjà une association de cinq grandes puissances, comme si demain elle devait être un empire à cinq têtes. Il s'agit de constituer cette unité en lui assignant ses conditions et son but. Telle est l'œuvre dont la dynastie d'Orléans avait à prendre l'initiative.

Ici, monsieur le comte, m'estimant l'un des plus humbles, mais aussi l'un des plus zélés amis de cette paix que l'on immole, je ne puis m'empêcher de m'arrêter un instant pour signaler tout ce qu'il y aurait de majesté et de noblesse, comme de bienfaisance et de fécondité, dans la paix, dans la grande paix manifestée par l'harmonie sincère des puissances, c'est-à-dire par la constitution de l'unité européenne. Combien peu ils comprennent la paix, ces hommes au patriotisme rétrograde et barbare, qui prétendent lui imprimer sur le front le stigmaté de l'égoïsme et de la pusillanimité ! La paix, telle qu'on doit l'entendre, telle qu'il faut qu'elle soit pour mériter son nom, est, au contraire, digne des hommages de la nation la plus magnanime. Elle offre la plus ample satisfaction à ceux qui sont passionnés pour l'honneur national, à ceux qui croient étouffer quand la scène politique, manquant d'air, ne présente pas dans l'espace une perspective lointaine, et des périls au bout de l'horizon.

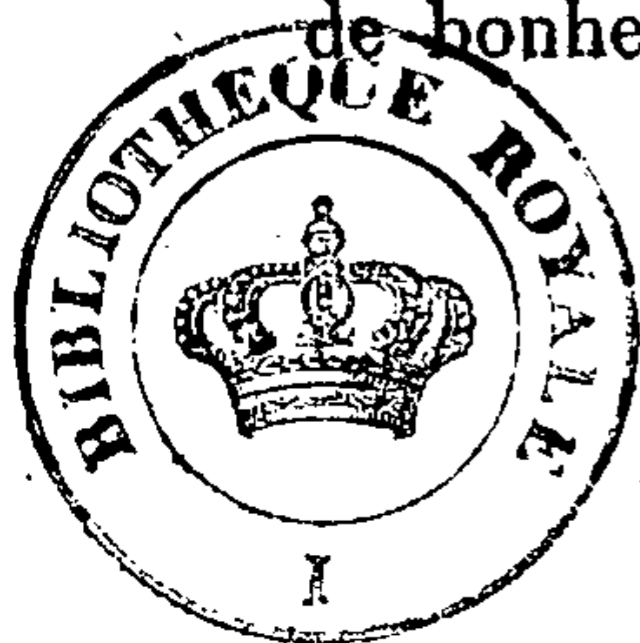
L'unité européenne, c'est-à-dire le concert permanent et sincère des puissances, ne saurait être un régime où elles se lieraient réciproquement les mains, et par l'effet d'une ingénieuse pondération, paralyseraient l'énergie les unes des autres. Une pareille paix, essentiellement négative, ne saurait convenir aux peuples européens. Ce sont des tempéraments trop robustes et trop agissants pour s'accommoder d'une camisole de force. Chacun d'eux est dévoré du besoin d'action extérieure. Pour les confédérer étroitement, il est nécessaire de leur présenter un but commun d'activité, qui, excitant leurs sentiments généreux, les fasse tressaillir comme Achille à Scyros, ou s'écrier comme les Croisés nos ancêtres : Dieu le veut !

Il faut leur apporter la collective investiture d'immenses attributions actives, proportionnées à leur vigueur, et mesurées sur leurs hautes facultés : or, il est de ces attributions auxquelles évidemment les événements les convient, qu'ils leur imposent même et qui sont à leur taille. Un but digne d'elle s'offre de lui-même aujourd'hui à l'unité européenne ; c'est le gouvernement du genre humain, dont les européens sont les aînés et que l'Europe tient déjà presque tout entier sous sa loi ou sous son patronage. Assumer la haute direction des affaires de l'Univers, ce ne serait pour l'Europe rien de plus maintenant que la constatation d'un fait accompli ; car qui

ne voit qu'aujourd'hui, par elle-même ou par ses essaims tels que les États-Unis d'Amérique, l'Europe est la souveraine du globe? De jour en jour, poussée par de secrets pressentiments, aiguillonnée par le commerce, à la faveur des nouveaux agents de communication, elle allonge les bras sur le reste de la famille humaine; elle a pris ou va prendre possession du moindre recoin des continents et des mers. Le seul pacte possible d'unité entre les puissances serait celui qui aurait pour objet de généraliser et de coordonner ce mouvement d'expansion, sous les auspices des principes civilisateurs. Quels transports alors parmi l'ardente jeunesse que l'on contient à grand'peine au sein de chacun des États! Quel gage de tranquillité intérieure! quelle compensation aussi pour ceux qui auraient perdu sur le Rhin quelque province ou quelque citadelle!

Quelle ne serait pas la grandeur de notre patrie si, par ses soins, sur son initiative, l'association des puissances s'installait pour prendre en main le gouvernement du globe! Quelle reconnaissance n'éprouverait pas l'Univers pour la dynastie qui, personnifiant en elle cette noble pensée, l'aurait fait prévaloir! et quelles racines cette dynastie ne jetterait-elle pas dans notre sol!

Cette paix européenne pleine de gloire, source de bonheur et de richesse, doit former le pro-



gramme extérieur de la dynastie nouvelle. Ce sera sa lettre de naturalisation parmi les têtes couronnées, et, avec l'organisation des populations au dedans, pour le travail et sous la loi d'égalité, son contrat de mariage avec la France.

La pacification définitive de l'Europe n'est pas pour la dynastie de Juillet une mission facultative : c'est un mandat impératif, c'est par là absolument qu'elle doit représenter la France dans l'aréopage des rois, car il appartient à la France plus qu'à personne, il lui appartient à elle seule de la réaliser. De toutes les puissances, elle est celle qui possède au plus haut degré le don d'initiative. C'est elle, incomparablement, qui, par son attitude inquiète, par la lueur de son épée qu'elle prend plaisir à faire briller au soleil, contribue le plus à retenir l'Europe entière sous les armes. Elle a le plus l'humeur guerrière; elle est celle à qui généralement on suppose le plus d'arrière-pensées d'agrandissement européen. Les autres nations ne désarmeront qu'après que nous les y aurons invitées par notre exemple. Elles ne mettront l'épée dans le fourreau qu'après que nous aurons déclaré, avec notre loyauté connue, que nous sommes déterminés à courir une autre gloire que celle des batailles, et que, nous trouvant assez forts tels que nous sommes, nous renonçons pour l'avenir aux limites décrétées par la Convention; jusque là elles se tiendront en

armes; et ne nous en fâchons pas, car c'est la preuve de notre force et de notre autorité dans le monde. C'est que nul ne saurait être rassuré tant que la France a le glaive en main; c'est que rien de bon, de grand et de durable, rien de ce qui est propre à changer la face de la civilisation n'est possible dans l'univers que lorsque nous en faisons notre affaire.

Frappé des avantages de notre position géographique, des ressources de notre sol, des beaux attributs de notre caractère national, le grand Frédéric disait que s'il était roi de France, on ne tirerait pas un coup de canon en Europe sans sa permission. Le rôle d'arbitres et de modérateurs qu'il nous reconnaissait alors pour la guerre, nous pouvons l'exercer dans l'époque actuelle pour la paix. Nous le pouvons et le devons; et une dynastie nouvelle ne s'assiéra parmi nous que si elle se propose cette tâche et si elle sait l'accomplir.

Ainsi, monsieur le comte, de quelque côté que l'on sonde le terrain autour de la dynastie nouvelle, on trouve qu'il lui faut la paix pour s'affermir, pour exister; mais que, moyennant la paix, la grande paix, elle peut se fonder sur le roc et assurer au pays et à elle-même l'avenir le plus brillant et le plus heureux. Comment donc la résurrection du système guerrier et les fortifications de Paris, consécration monstrueuse de ce

systeme, n'affligeraient-elles pas les serviteurs les plus dévoués de la dynastie?

Et pour quel motif sommes-nous ainsi tout d'un coup redevenus guerriers? Une grave question de politique générale a été résolue sans nous; nous avons été laissés à l'écart. Mais cela ne nous est arrivé que parce que tel était le bon plaisir de notre cabinet, qui s'était mis à l'écart lui-même. C'est, au surplus, ce qui était déjà advenu à l'Autriche dans l'affaire de la Grèce, à l'Angleterre, dans la question d'Espagne, qui était aussi grosse que la question égyptienne. Il est probable que les quatre autres puissances auraient plus long-temps patienté si le 1^{er} mars leur avait inspiré plus de confiance; mais à qui la faute, si nous plaçons au gouvernail des hommes dont l'Europe se méfie et dont nous nous méfions nous-mêmes?

Le 1^{er} mars s'était imaginé que devant un signe de son sourcil l'Europe s'inclinerait. Désappointé dans son orgueil, il a audacieusement tenté de nous persuader que nous avions été outragés et qu'il se formait une coalition nouvelle. Il a semé l'alarme en criant d'une voix lugubre les noms de Pitt et Cobourg. Ainsi, pour venger sa vanité blessée, il a voulu livrer le monde aux horreurs d'une lutte effroyable. O temps! ô mœurs! Et nous parlons avec mépris de l'époque où, pour le caprice d'un roi ou pour la fantaisie d'un favori, on sacrifiait une province!

Le 1^{er} mars a exploité une opinion qui malheureusement est assez répandue dans le pays. Un certain nombre de personnes, qui souhaitent sincèrement la paix, pensent que l'Europe nous est hostile, et qu'il y a contre nous, dans les conseils des rois, une arrière-pensée d'invasion. C'est une réminiscence révolutionnaire, comme est excusable d'en avoir un peuple qui a été retenu cinquante ans dans le désert des révolutions. Pendant la République, la France représentait l'insurrection des peuples ; elle était l'ennemie naturelle des princes, elle avait pour alliées les populations étrangères qui alors étaient opprimées. La République française et les monarchies européennes ne pouvaient co-exister. La France, eût-elle remis le glaive dans le fourreau, fût restée un foyer de propagande, et la propagande donnait le frisson aux rois parce que les peuples souffraient et étaient mécontents. La République française, au milieu de l'Europe, c'était un brasier au milieu d'un magasin à poudre. Aujourd'hui, la France est rentrée, pour n'en plus sortir, s'il plaît à Dieu, dans les errements monarchiques. Elle ne prêche plus l'insurrection, excepté quand fleurit le 1^{er} mars ; mais si elle voulait la prêcher, sa voix serait sans écho, parce que les peuples sont aujourd'hui contents de leurs gouvernements. Avertis par notre révolution, battus de verges par elle, les rois sont re-

venus au sentiment de leurs devoirs. Leur plus vive sollicitude est pour la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Les gouvernements que nous qualifions d'absolutistes se sont faits eux-mêmes chez eux les patrons, les promoteurs de l'égalité, autant que le comportent les mœurs. Si nous tentions de faire de la propagande à main armée, nos plus ardents adversaires seraient ceux-là mêmes que nous prétendrions affranchir. Les rois n'ont pas plus d'intérêt à nous attaquer que les peuples à implorer notre assistance.

De toute part on ne demande qu'à vivre en bonne harmonie avec nous ; il ne s'agit pour nous que d'y consentir ; ceux qui disent le contraire à la France se trompent ou la trompent. De tous côtés on brigue notre alliance ; les uns pour accomplir leurs rêves d'ambition, les autres pour leur indépendance et leur sécurité. Et, par exemple, si la France était amoindrie, l'Allemagne courrait le risque, elle ne l'ignore point, d'être aplatie quelque jour entre la Russie et l'Angleterre. L'Allemagne a donc besoin que nous soyons forts ; elle est donc pour nous une alliée naturelle. Et, remarquons-le en passant, s'il en est ainsi, à quoi bon fortifier Paris ? Quel danger Paris peut-il courir dans une guerre où l'Allemagne serait unie à la France ?

Nous dédaignés ! De grâce, que ceux qui auraient été dupes des clameurs aiguës pous-

sées par le 1^{er} mars éperdu quand le terrain a manqué sous ses pieds, relisent les débats de l'adresse au sein des deux chambres du Parlement, et qu'ils disent, la main sur la conscience, si jamais une nation a été l'objet d'autant d'hommages que la France en a reçu, dans cette circonstance solennelle, de la part du plus hautain des peuples, de la fière Albion. Nous menacés! Et par qui? Où sont-ils ceux qui ignorent que notre amitié est un bienfait des dieux, notre légitime courroux désastreux comme le feu du ciel? Quel est le roi régnant que nos triomphes n'aient dans sa jeunesse exilé de ses palais? Quelle est la nation des drapeaux de laquelle nous n'ayons pas fait litière, la capitale du continent qui n'ait déposé ses clefs aux pieds de nos soldats, la famille nobiliaire ou plébéienne à laquelle notre épée n'ait ravi un père, un frère, un fils?

Quelque graves qu'aient été les fautes du 1^{er} mars, il n'était pas donné à un ministère éphémère d'effacer en quelques mois de pareils titres et de tels souvenirs. Après lui la France demeure respectée et recherchée. Le 1^{er} mars a pu se déconsidérer aux yeux de l'Europe et s'attirer le dédain des cabinets, c'est son affaire; ce ne serait la nôtre que si nous permettions qu'il s'emparât encore du gouvernement.

Aujourd'hui le 1^{er} mars est hors du pouvoir,

pour long-temps, il faut l'espérer. L'administration dévouée à l'ordre qui lui a succédé dit qu'elle aspire à dissiper tout nuage entre l'Europe et nous, qu'elle compte y réussir; et l'on ne peut mettre en doute qu'elle n'en ait le désir sincère et l'espérance fondée. Mais elle nous arme et nous fortifie comme si nous étions à la veille d'un déchirement universel. On nous assure qu'il n'existe point, qu'il n'exista jamais de coalition projetant de nous envahir; rien n'est plus exact; l'Europe proteste de son amour de la paix, de son respect pour la France. Mais on s'apprête comme si l'on redoutait une levée générale de boucliers contre nous, ou comme si l'on méditait de tirer de l'Europe une éclatante vengeance d'un insolent outrage; on concentre les capitaux du pays sur la plus grosse des machines de guerre du 1^{er} mars, sur les fortifications de Paris. Qu'est-ce à dire? les révolutions, qui ébranlent tant de choses, ont-elles changé aussi les lois de la logique, et retourné les règles du bon sens?

Quel que soit mon respect pour les hommes éminents qui dirigent la politique du 29 octobre, je ne crains pas de dire qu'ils se sont gravement mépris, et qu'il eût été plus digne d'eux de tenir aux Chambres ce langage :

« Pendant un instant, la terre a tremblé
» dans toute l'Europe. L'horizon a semblé en
» feu, au levant et au couchant, au midi et au

» nord. On a cru être au moment d'un cata-
» clysme épouvantable. Mais à la voix du prince,
» le météore qui s'était levé sur le monde a
» disparu, et, maintenant, tout rentre dans la
» même situation qu'au 29 février 1840. Notre
» devoir était d'effacer les traces de cette appari-
» tion sinistre: en conséquence, nous avons immé-
» diatement arrêté tous les armements extraordi-
» naires par terre et par mer, et l'Europe, qui
» veut la paix, nous en témoigne une profonde
» reconnaissance. Dès le jour de notre entrée aux
» affaires, nous avons suspendu les fortifications
» de Paris. Commencer une entreprise aussi rui-
» neuse et d'aussi longue haleine, sans l'autori-
» sation formelle des trois pouvoirs, est un esca-
» motage auquel des ministres sincèrement
» constitutionnels ne doivent pas prêter les
» mains. Désormais, comme avant le 1^{er} mars,
» les trésors de la France seront consacrés à la
» pacifier, en la dotant d'une prospérité à la-
» quelle participeront tous ses enfants. Nous
» aurons soin cependant de pourvoir, avec votre
» assentiment préalable, à ce que pourrait
» exiger, en cas d'une guerre de plus en plus
» éloignée, la défense mieux entendue de no-
» tre sol et même de la capitale; mais nous y
» procéderons par degré, avec la modération
» dont ne s'écarte jamais un gouvernement sûr
» de lui-même, et avec la conviction que chez un

» peuple libre , il faut chercher ailleurs que dans
» un gigantesque établissement militaire , la sta-
» bilité indispensable aux institutions et à la
» dynastie qui en est le palladium. »

Sans doute à ces paroles la tempête eût éclaté sur quelques points de la Chambre des députés. Les *trente voix* inféodées au génie du renversement, auxquelles un jour Mirabeau imposa silence, eussent poussé de violentes clameurs. Sur d'autres bancs même on aurait hésité d'abord, parce que, à l'origine, un certain nombre de députés amis de l'ordre et du progrès sage, trompés comme le reste de la France, croyaient que nous avions été joués, insultés, menacés; ce cabinet de malheur, dont à Londres on n'avait pas voulu croire l'ambassadeur, malgré l'élévation de son caractère personnel, était parvenu au-dedans à nous abuser tous. Mais le ministère du 29 octobre, avec cette supériorité oratoire que tout le monde admire en lui, eût établi bientôt qu'aucune provocation n'avait été adressée à la France, qu'au contraire, c'était le 1^{er} mars qui, irrité de n'être point accepté pour un Jupiter olympien, avait menacé l'Europe. Il eût été prouvé que l'intérêt et le vœu des puissances était que la France fût grande et forte, pourvu qu'elle n'employât pas sa force à ébranler le monde. Pour prix de sa franchise et de sa résolution, le ministère aurait obtenu une ma-

jorité compacte. Le 1^{er} mars ne serait pas triomphant. Ses projets dont le mystère n'est pas complètement connu encore, ne resteraient pas suspendus sur nos têtes. C'est la paix qui serait victorieuse; sous son égide, nous verrions la dynastie s'affermir; nous aurions un ministère plein de vitalité, en état de fournir une longue carrière. Nous rentrerions dans les conditions d'un gouvernement régulier.

Il n'en a point été ainsi. La belle mission dont le ministère ne s'est pas chargé revient aujourd'hui à la Chambre des pairs. Sur elle repose l'espoir de la patrie. A elle d'achever, par une de ces discussions calmes et approfondies qui lui sont familières, le revirement qui s'opère tous les jours dans l'opinion, et qui est déjà fort avancé. A elle de dissiper les fantômes qu'on avait mis en avant pour nous égarer, de garantir la paix et l'ordre, la liberté et l'honneur national, de couvrir la dynastie et la France! Et qui donc plus qu'elle est dévoué au pays et à la royauté? Qui mieux qu'elle comprend les nécessités de la paix et de l'ordre, les exigences de la liberté et de l'honneur national? Où trouver dans le monde une assemblée aux décisions de laquelle l'illustration personnelle de ses membres, l'éclat de leurs lumières, la grandeur et la durée de leurs services puissent donner autant d'autorité?

Si la Chambre des pairs assure que les fortifications de Paris, après avoir coûté des sommes infinies, seraient stratégiquement de la plus mince valeur; que l'approvisionnement sérieux d'une pareille capitale pour un siège est radicalement impossible; que ces remparts, inutiles pour la défense, fourniraient à l'ennemi qui aurait pénétré dans Paris les moyens de s'y maintenir, et aux factions qui auraient triomphé par surprise, une tanière, comme l'a dit un prince de la parole, d'où elles feraient la loi; si elle prononce que cette entreprise serait un danger permanent pour l'ordre, un encouragement à la poignée d'insensés qui rêve de recommencer le duel de la France contre l'Europe; si, après un mûr examen, elle déclare que la France n'a été ni insultée ni menacée, et qu'il n'y a pas l'ombre d'un prétexte pour abandonner le système pacifique et entrer dans le système guerrier; si avec sa parfaite connaissance des intérêts et des vœux de chacun des grands Etats de l'Europe, elle certifie que pour leur sécurité à tous, ils veulent la France puissante; si elle proclame que le projet de fortifier Paris est d'une politique diamétralement opposée à celle que commande le salut de la dynastie, qui, parmi les hommes de sens, sera assez audacieux pour s'inscrire contre un pareil arrêt?

La Chambre des pairs tient dans ses mains son

propre salut à elle-même. En rejetant les fortifications elle reconquerra son rang que les auteurs du projet lui déniaient, il y a six mois, à sa face, du haut de sa propre tribune; elle aura régénéré la constitution. En ce moment, des trois pouvoirs un seul subsiste; la Chambre élective a tout absorbé en elle. Lorsque la Chambre des pairs aura témoigné par son vote qu'elle aussi, elle est un pouvoir, par cela seul, au lieu d'un il y en aura trois : la charte sera une vérité.

Les amis de la patrie et de la royauté attendent le jugement de la Chambre des pairs avec confiance. Si pour trancher la question, il faut de l'expérience et une connaissance parfaite de l'art du gouvernement, jamais on n'en réunit plus qu'elle. S'il fallait du courage pour résister aux suggestions et aux imprécations d'une opinion mensongère, la Chambre des pairs n'est-elle pas peuplée de généraux qui ont vaincu l'Europe? L'armée du 1^{er} mars est-elle donc plus redoutable que l'Europe conjurée?

N'est-ce pas, monsieur le comte, ceux qui prétendaient que la Chambre des pairs était morte, apprendront, à leur honte, que semblable à l'athlète de Virgile, l'illustre assemblée reparait debout sur la brèche, animée d'une héroïque énergie, quand il s'agit de défendre les plus grands intérêts de la France. Ils éprouveront qu'elle recèle au milieu de son calme et de

sa sérénité plus de vigueur qu'il n'en faut pour retenir l'État au bord du précipice, malgré la fureur des factions, malgré la connivence à jamais lamentable de quelques uns des amis les plus vénérés et les plus chers de la paix, de l'ordre et des lois, du pays et du prince.

Jamais une aussi imposante tâche n'était échuë à la Chambre des pairs.

Il y a quarante ans, vous vous en souvenez, monsieur le comte, c'était le temps où vous préludiez à une belle et féconde vie par de fortes études et par des méditations précoces; lorsque le général Bonaparte revint d'Égypte, il alla trouver les Directeurs et il leur dit : « Je vous » avais laissé la France forte, respectée, florissante; qu'en avez-vous fait? Je la retrouve » humiliée, poussée de défaite en défaite, en » proie à la détresse; financièrement, vous êtes » en banqueroute; militairement, l'ennemi est » à vos portes; politiquement, la contre-révolution vous menace au-dedans et au-dehors. Mes » vaillants compagnons d'armes qui, bien dirigés, eussent dix fois sauvé la patrie, que sont-ils devenus? ils sont morts! Vous avez failli » à votre mission! Vous ne pouvez plus être les » dépositaires des destinées de la France! »

Eh bien, ma main frémit en traçant ces lignes : Si la Chambre des pairs ne s'interposait — Dieu veuille que mes pressentiments soient trompeurs!

— Quand le désordre serait dans nos finances, quand les sources de la richesse publique et privée se seraient taries sous la fatale influence de l'esprit guerrier; quand nous nous trouverions appauvris, exténués, humiliés de notre épuisement, en face ou plutôt à la queue de l'Europe; quand tous tant que nous sommes nous nous sentirions enfin précipités sur une pente rapide, au bas de laquelle l'œil le moins exercé distinguerait, au fond d'un gouffre béant, la guerre et l'anarchie; alors s'élèverait non la voix altière d'un dictateur couronné par la victoire, mais le concert éploré de millions de voix sortant des villes et des campagnes, des ateliers et des ports; la voix de l'agriculture sacrifiée, celle du commerce anéanti, celle d'une généreuse jeunesse éprise de l'honneur national, celle des mères de famille alarmées qui contribuèrent plus encore que les légions étrangères à renverser le Titan impérial, et le gouvernement nouveau serait interpellé en ces mêmes termes : « En 1830, le lendemain des » trois jours, la France s'était donnée à vous, » forte, respectée, florissante; qu'en avez-vous » fait? »

MICHEL CHEVALIER.

